

2008-06-13

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Projections économiques pour la Belgique - Printemps 2008

(Article publié dans la Revue économique de juin 2008)

Parallèlement à la publication dans le bulletin mensuel de la BCE de nouvelles projections de l'Eurosystème pour la zone euro, cet article présente les résultats pour l'économie belge en 2008 et 2009. Depuis la publication en décembre 2007 des prévisions précédentes, la détérioration des facteurs extérieurs s'est aggravée, sous l'effet de l'approfondissement des tensions financières, du retournement rapide du cycle immobilier et, plus largement, du ralentissement conjoncturel marqué aux États-Unis, ainsi que du renchérissement des matières premières. Dans la zone euro, l'appréciation de l'euro a partiellement amorti cette hausse, mais elle grève les possibilités d'exportations.

Les projections de l'Eurosystème sont établies en tenant compte d'un ralentissement des échanges commerciaux en 2008, parallèlement à celui de la croissance mondiale. Les cotations du pétrole, sur la base des marchés à terme, se maintiendraient à un niveau très élevé de 113,3 dollars par baril en moyenne en 2008 et 117,7 dollars en 2009. Les taux d'intérêt sont également supposés évoluer comme prévu par le marché. En moyenne annuelle, les taux des dépôts interbancaires en euro à trois mois atteindraient 4,9 p.c. en 2008 et 4,3 p.c. en 2009. Ceux à long terme remonteraient à 4,5 p.c. en 2008 et 4,7 p.c. en 2009. Les cours de change sont, quant à eux, maintenus constants au niveau de la mi-mai, à savoir 1,54 dollar par euro. Dans ce contexte, après avoir été de 2,7 p.c. en 2007, la croissance du PIB dans la zone euro devrait s'établir entre 1,5 et 2,1 p.c. en 2008 et entre 1,0 et 2,0 p.c. en 2009. Pour sa part, l'accélération résultant de la hausse des prix des produits énergétiques et des biens alimentaires mènerait l'inflation entre 3,2 et 3,6 p.c. en 2008. Elle reviendrait entre 1,8 et 3,0 p.c. en 2009.

Comme dans la zone euro, l'activité est demeurée vigoureuse en Belgique en 2007. Le ralentissement observé durant le second semestre a été limité, compte tenu des différents chocs émanant de l'environnement extérieur. Le ralentissement devrait toutefois être plus sensible vers la mi-2008. Au total, la croissance réelle du PIB reviendrait de 2,8 p.c. en 2007 à 1,6 p.c. en 2008 et 1,5 p.c. en 2009.

La plupart des catégories de dépenses contribueraient au ralentissement de la croissance en 2008. Après s'être graduellement redressées durant les deux années précédentes, les exportations de biens et services s'inscriraient en repli, en ligne avec la dégradation de la demande extérieure. La reprise qui s'amorcerait en 2009 serait écornée par les effets différés de l'appréciation récente de l'euro. Sur le plan des dépenses intérieures, la croissance des investissements des entreprises - qui avait été très dynamique jusqu'en 2007 - se ralentirait, en raison des perspectives de demande moins favorables et du durcissement des conditions de financement externe. Ce durcissement se manifesterait toutefois principalement par un élargissement des spreads. Les investissements en logements poursuivraient, pour leur part, la tendance au ralentissement amorcée en 2007, dans un contexte d'apaisement des hausses de prix immobilières. La consommation privée devrait aussi nettement décélérer, sous l'effet principalement de la progression limitée du pouvoir d'achat des particuliers. Cette évolution, liée notamment à l'accélération de l'inflation en 2008 et à des moindres créations d'emplois, serait toutefois en partie compensée par une diminution du taux d'épargne.

Après une hausse annuelle de 1,7 p.c. en 2007, soutenue pour partie par le succès des titres-services, le rythme d'expansion de l'emploi reviendrait à 1,3 p.c. en 2008 et 0,7 p.c. en 2009. Ce mouvement reflète, avec un décalage de quelques mois, le ralentissement de l'activité. Néanmoins, la création d'emplois demeurerait supérieure à l'augmentation de la population active. Ainsi, le taux de chômage reviendrait de 7,5 p.c. en 2007 à 6,9 p.c. en 2008 et 6,8 p.c. en 2009.

Alors qu'elle avait été presque constamment inférieure à 2 p.c. pendant les douze mois précédents, l'inflation, mesurée sur la base de l'IPCH, s'est fortement accélérée au quatrième trimestre de 2007. Selon les projections, la contribution inhabituellement importante des hausses de prix des produits alimentaires et énergétiques devrait se maintenir dans le courant de 2008. Elle se résorberait au début de 2009, conformément à l'hypothèse du maintien à un niveau élevé des cours des matières premières. En conséquence, l'inflation totale passerait de 1,8 p.c. en 2007 à 4,1 p.c. en 2008, avant de revenir à 2,3 p.c. en 2009. Une augmentation de l'inflation est toutefois attendue pour les biens industriels et pour les services, en raison notamment de l'effet indirect des chocs des prix des matières premières et de l'incorporation progressive de l'accroissement des coûts salariaux.

Reflétant une évolution modérée de la productivité du travail, consécutive à la nette progression de l'emploi en 2007 et au ralentissement conjoncturel de l'activité en 2008, les coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé s'accéléraient, leur progression passant de 0,6 p.c. par an en moyenne de 2002 à 2006 à 2,9 p.c. en 2007 et 3,4 p.c. en 2008, avant de revenir à 2,4 p.c. en 2009. L'accélération de la croissance des coûts salariaux horaires en 2007 et 2008 s'inscrit dans le contexte des pressions qui s'exercent sur certains segments du marché du travail, dans la foulée de la haute conjoncture. En outre, des facteurs temporaires ont renforcé l'augmentation en 2007, et l'incidence de l'indexation est élevée en 2008. Ainsi, les coûts salariaux horaires progresseraient de 7,3 p.c. sur l'ensemble des deux années, de sorte que le handicap vis-à-vis des trois principaux partenaires se creuserait encore. Pour 2009, la croissance de 3,2 p.c. des coûts salariaux horaires retenue dans le cadre de cet exercice correspond essentiellement à l'effet attendu de l'indexation, celle-ci réagissant avec un certain retard à l'accélération de l'inflation mesurée par l'indice-santé. Cette hypothèse repose sur une évolution modérée des salaires, facteur déterminant pour l'apaisement prévu de l'inflation et pour la poursuite attendue des créations d'emplois.

Les chiffres des finances publiques sont établis en tenant compte de l'évolution récente des recettes fiscales, de l'effet endogène de l'environnement macroéconomique, d'une évolution des dépenses basées sur les évolutions historiques et des mesures déjà décidées. Conformément aux directives du SEBC, les nouvelles actions des pouvoirs publics qui pourraient être arrêtées dans le courant des prochains mois n'ont pas été anticipées dans l'exercice de projection. Dans ce contexte, le déficit des finances publiques se creuserait, passant de 0,2 p.c. du PIB en 2007 à 0,3 p.c. en 2008 et 0,8 p.c. en 2009. Cet élargissement du déficit résulterait principalement de l'incidence négative de la conjoncture, d'une baisse structurelle des recettes et d'une politique légèrement expansionniste en matière de dépenses. En revanche, les charges d'intérêts de l'ensemble des administrations publiques diminueraient légèrement.

En dépit des déficits budgétaires prévus pour 2008 et 2009, le taux d'endettement continuerait de baisser, s'établissant à 81,4 p.c. du PIB en 2008 et 79,5 p.c. en 2009.

Projections pour l'économie belge : synthèse des principaux résultats
(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2005	2006	2007	2008 e	2009 e
CROISSANCE (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB en volume	2,0	2,9	2,8	1,6	1,5
Contributions à la croissance :					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	2,0	2,0	2,9	2,0	1,5
Exportations nettes de biens et services	-0,2	-0,1	-0,6	-0,7	0,0
Variation des stocks	0,2	1,1	0,6	0,4	0,0
PRIX ET COÛTS					
Indice des prix à la consommation harmonisé	2,5	2,3	1,8	4,1	2,3
Indice-santé	2,2	1,8	1,8	3,8	2,5
Déflateur du PIB	2,5	2,0	1,6	3,3	2,6
Termes de l'échange	-0,3	-0,5	0,3	-0,6	0,0
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	0,7	1,3	2,9	3,4	2,4
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	2,3	2,9	3,7	3,5	3,2
Productivité horaire dans le secteur privé	1,5	1,5	0,8	0,1	0,8
MARCHÉ DU TRAVAIL					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers d'unités)	51,1	52,7	72,6	55,8	29,6
Taux de chômage harmonisé ¹ (p.c. de la population active)	8,4	8,2	7,5	6,9	6,8
REVENUS					
Revenu disponible réel des particuliers	0,0	2,7	3,3	0,1	1,6
Taux d'épargne des particuliers (p.c. du revenu disponible)	12,2	12,5	13,2	12,2	12,4
FINANCES PUBLIQUES²					
Solde de financement (p.c. du PIB)	-2,3	0,3	-0,2	-0,3	-0,8
Solde primaire (p.c. du PIB)	1,9	4,3	3,7	3,5	2,8
Dette publique (p.c. du PIB)	92,1	88,2	84,8	81,4	79,5
COMPTE COURANT (p.c. du PIB selon la balance des paiements)					
	2,6	2,7	1,9	0,4	0,4

Sources: CE, ICN, DGSIE, BNB.

¹ Série ajustée (Eurostat).

² Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure sur les déficits publics excessifs (EDP).